

# L'Inde, « le pays plus dangereux pour les femmes »

## ASIE Le classement d'une fondation réputée attise la polémique

- Le verdict des 548 experts de la Fondation Thomson Reuters est accablant.
- Les autorités le contestent.
- Mais le constat suscite émotion et réflexion dans le pays.

### NEW DELHI

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Pour l'Inde, se faire pointer du doigt par le reste du monde comme « le pays le plus dangereux pour les femmes » est dur à avaler. Dans un classement de la Fondation Thomson Reuters publié la semaine dernière, des experts internationaux ont en effet conféré à l'Inde ce titre de la honte. Le géant asiatique a été classé à la première place devant l'Afghanistan, la Syrie ou l'Arabie saoudite. Depuis, les réactions sont vives. Qu'ils expriment colère ou réflexion, les commentaires se succèdent, reflets du malaise qui entoure la condition de la femme et l'image de l'Inde.

Pour établir ce classement, 548 experts non identifiés se sont prononcés sur six indices : les soins médicaux, la discrimination, les violences non sexuelles et sexuelle, l'oppression culturelles et l'exploitation humaine. L'Inde arrive en tête des trois dernières catégories, incluant infanticides, attaques à l'acide et mariages forcés. Face à ce tableau de l'horreur, les autorités indiennes ont répondu sur la défensive et ont rejeté la méthodologie basée sur des opinions « subjectives ». « Les résultats ne sont pas fondés sur des données précises », a déclaré Maneka Gandhi, ministre chargée des Droits de la femme et des enfants. La ministre dénonce « un effort visant à diffamer la nation et à détourner les regards des réels progrès accomplis ». Il est

vrai qu'une prise de conscience nationale a émergé après le viol collectif d'une étudiante à Delhi en 2012. Ce mouvement a libéré la parole des femmes et a forcé le gouvernement à durcir ses lois. En avril dernier encore, la peine de mort a été imposée dans les cas de viols de mineures de moins de 12 ans. Mais l'Inde, qui était à la 4<sup>e</sup> place du sondage en 2011, en a-t-elle fait assez ?

### La parole se libère

D'après le National Crime Records Bureau, l'agence indienne des statistiques judiciaires, les crimes commis envers la gent féminine ont augmenté de 83 % entre 2007 et 2016. Ce bond s'explique notamment par le fait que de plus en plus de victimes osent déposer plainte contre leurs agresseurs. Et les autorités l'ont rappelé et ont mis en cause une mauvaise lecture des statistiques par les experts. Les spécialistes indiens estiment cependant que la réalité serait bien plus noire, le tabou sexuel empêchant encore de nombreuses victimes de révéler les viols endurés. L'Inde sait qu'elle n'a pas de quoi parader : une Indienne est violée toutes les 13 minutes et chaque jour six autres sont victimes de viols collectifs.

Mais la polémique du classement s'est centrée sur la question de l'attribution de « première place ». Comment une démocratie aux solides institutions se retrouve-t-elle devant tous les autres pays ? « Des pays mieux classés que l'Inde ont pourtant des femmes qui n'ont même pas le droit de parler en public », a contesté Rekha Sharma, de la Commission nationale pour les femmes. « Serait-ce plus acceptable de passer après la Syrie ? » a ironisé la féministe Sharanya Gopinathan sur le site « The La-

dies Fingers ».

Les politiciens en ont profité pour régler leurs comptes. « Quelle honte pour notre pays », a tweeté le chef de l'opposition, Rahul Gandhi, qui ne s'est pas privé de viser le Premier ministre Narendra Modi et son parti nationaliste hindou du BJP (Parti du peuple indien).

### « New York, pas New Delhi ! »

La députée BJP Poonam Mahajan a répondu en accusant l'opposition de calomnier l'honneur de millions d'Indiens. Une

porte-parole du BJP, Meenakshi Lekhi, a même lancé : « *Dénigrer l'Inde sur la base de faux rapports est devenu une tentative régulière. La capitale du viol, c'est New York, pas New Delhi.* » Mais pour Sharanya Gopinathan, la condition de la femme reste l'otage d'un blocage politique : « *le gouvernement de Narendra Modi a été tout autant utile ou inutile que le gouvernement précédent pour endiguer les causes qui mènent à la violence sexuelle contre les femmes en Inde.* »

D'autres voix s'en prennent à « la perception biaisée » de l'Occident, alors que les affaires de viols occupent désormais une place prépondérante dans la presse étrangère. « *Les médias étrangers ne cessent de cibler l'Inde davantage que d'autres pays* », écrit la journaliste Amrit Dhillon dans *The Times of India*, avant de conseiller aux pays occidentaux de regarder leurs propres statistiques avant de donner des leçons à l'Inde.

Mais plutôt que de rejeter le sondage, l'ensemble des militants des droits humains et des féministes appellent les autorités à l'introspection. « *Notre situation est très mauvaise et nous devons surtout réfléchir à la façon de l'améliorer* », a commenté Kavita Krishnan. Pour Mariam

Dhawale, « il est impossible de nier le fait qu'il existe une culture de la violence envers les femmes dans notre pays et qu'aucun parti politique ne l'a prise assez sérieusement ». Quant à

Zakia Soman, autre féministe, elle estime qu'il faut sortir du déni : « Nous devrions admettre que nous sommes une société patriarcale avec des structures inhérentes de discrimination

contre les filles et les femmes. Ce sondage devrait être l'occasion de lancer une réflexion profonde et de nous unir pour obtenir l'égalité des femmes. » ■

VANESSA DOUGNAC

## RAPTS D'ENFANTS

### Rumeurs et lynchages

Un autre phénomène de société met la police indienne en alerte : les flambées de violences dans les campagnes, attribuées à de fausses rumeurs circulant sur WhatsApp. Une trentaine de personnes ont été tuées ces derniers mois dans des agressions collectives provoquées par des « fake news » sur la présence de prétendus ravisseurs d'enfants, selon des estimations de médias indiens.

Les enlèvements d'enfants constituent un réel fléau en Inde, où près de 90.000 mineurs disparaissent chaque année. Cependant, les rumeurs infondées, dont la diffusion est amplifiée par les nouveaux moyens de communication numérique, provoquent ces derniers temps des épisodes d'hystérie collective. (afp)